



« 53 222 élèves touchés par la rétention des copies »

EXCLUSIF Jean-Michel Blanquer, le ministre de l'Education nationale, revient sur la session très chaotique du bac 2019 et annonce les premiers effets de sa réforme du lycée.

PROPOS RECUEILLIS PAR
CHRISTEL BRIGAUDEAU

À L'HEURE des résultats définitifs du baccalauréat, rendus publics hier soir, le ministère de l'Education nationale ne compte pas seulement ses admis et ses recalés. Il passe aussi en revue les dégâts d'une crise sans précédent. L'épreuve reine a été frappée de plein fouet par une grève des correcteurs qui a jeté un doute sur une partie des résultats. « On a eu 20 164 appels de familles depuis mardi matin », assurait le président de la FCPE, Rodrigo Arenas, hier dans une conférence de presse improvisée devant le ministère. Et de demander que tous les lycéens puissent savoir comment ils ont été affectés. Pas de quoi entamer la ligne de conduite du ministre, raffermi par le soutien public d'Emmanuel Macron et d'Edouard Philippe. « Je suis ser-
rein », nous assure Jean-Michel Blanquer, déterminé à tenir ensemble les rênes de la fermeté et de l'ouverture pour mener à terme sa réforme du lycée.

Les perturbations du bac

Edouard Philippe a salué vos efforts pour que vos opposants « ne gagnent pas » leur bras de fer. Et vous, pensez-vous avoir gagné ?

JEAN-MICHEL BLANQUER. Les seuls gagnants doivent être les élèves. J'ai cherché à garantir leur intérêt de bout en bout lors des trois crises qui ont eu lieu en juin : les menaces sur le déroulement de l'épreuve du baccalauréat, la crise liée à la chaleur pour le brevet, puis celle des correcteurs. Les services de l'Education nationale ont effectué un travail remarquable pour régler les problèmes. Le service public a été rendu de manière parfaite dans les deux premières crises, et dans la troisième, on a atténué autant que possible les difficultés créées par quelques-uns. **La solution a aussi abouti par endroits à bidouiller des notes. Comprenez-vous que cela ait choqué ?**

On estime qu'il y a eu moins de 100 centres d'examens perturbés, sur 1500, et 30 plus sévèrement que d'autres. Dans cette situation, on a donné des notes provisoires, qui ont été remplacées par les notes définitives, s'il

y avait lieu, dès le lundi suivant la proclamation des résultats (NDLR : le vendredi 5 juillet). Que ce serait-il passé si l'on n'avait pas fait cela ? On aurait créé des inégalités énormes entre les élèves et des perturbations encore plus fortes.

Le remède n'était-il pas plus nocif que le mal ?

Non. La critique est facile et l'art est difficile. Sur les 53 222 élèves concernés par la rétention des copies, 431 ont été mobilisés pour les oraux de rattrapage et n'ont finalement pas eu besoin de les passer, et 305 étaient ajournés et ont finalement pu passer les oraux de rattrapage. On a réussi à éviter que tout un pays soit troublé et à ne pas laisser faire une tentative de déstabilisation scandaleuse. Ce qui a été fait a permis que 750 000 candidats aient les résultats à temps et puissent s'inscrire dans l'enseignement supérieur.

Des familles comptent saisir la justice pour rupture d'égalité entre les candidats.

Il y a pu y avoir plus de difficultés que d'ordinaire, mais le



principe de remplacer une note manquante par le contrôle continu s'est toujours fait, par exemple quand une copie était perdue.

Avez-vous été surpris que des enseignants aillent aussi loin dans la contestation ?

J'ai été en partie surpris car il y a quelque chose de sacrilège dans ce qui a été accompli. Ceux qui ont fait cela n'avaient pas réussi à perturber le fonctionnement du baccalauréat (NDLR : en faisant la grève des surveillances) et se sont mis dans la situation d'aller toujours plus loin, quitte à franchir le seuil de la légalité. Cependant, je ne suis pas complètement étonné de voir certains conta-

J'AI CHERCHÉ À GARANTIR L'INTÉRÊT DES ÉLÈVES DE BOUT EN BOUT

minés par un état d'esprit de radicalité qu'on trouve dans toute notre société.

Vous allez prendre des sanctions. Irez-vous plus loin que le blâme ?

Les choses se feront à froid, selon les procédures prévues, au cas par cas et rectorat par rectorat. Il y aura des critères établis par la commission des affaires juridiques.

Allez-vous changer les modalités de correction en 2020 ?

Nous allons tirer les conséquences de ce qui s'est passé et faire évoluer les modalités d'organisation pour se prémunir.

La rentrée des classes

De nouvelles actions de protestation se préparent chez une partie des enseignants pour la rentrée. Qu'allez-vous faire pour qu'elle se passe bien ?

La rentrée, sur le plan technique, a été bien préparée. Sur le plan du climat social, je la souhaite sous le signe de la bienveillance vis-à-vis des professeurs. Nous allons déployer une

gestion des ressources humaines de proximité, de façon à ce que les professeurs aient un interlocuteur à moins de vingt minutes de leur établissement pour parler de leur carrière. C'est une réponse au sentiment d'isolement qu'éprouvent parfois les enseignants. Je comprends parfaitement ce malaise.

Etes-vous prêt aussi à bouger sur la réforme du lycée, qui est le nerf de la crispation actuelle ?

Oui. Je suis prêt à des consultations approfondies pour tout ce qui reste à accomplir. On n'a pas encore défini, par exemple, la nature du grand oral en terminale, qui débutera en 2020-2021. Sur d'autres points, les arguments des organisations syndicales ont déjà été pris en compte : nous avons par exemple donné des garanties d'égalité à tous ceux qui s'inquiétaient de l'éventuelle subjectivité du contrôle continu. Il y aura une banque nationale de sujets, les copies seront anonymisées et, pour ne pas trop alourdir le processus, les épreuves dureront deux heures au plus.

JE NE PRATIQUE PAS LA COGESTION MAIS JE SUIS OUVERT AUX PROPOSITIONS CONSTRUCTIVES

Il vous a été reproché de ne pas écouter. Allez-vous changer de méthode ?

On peut toujours progresser dans le domaine de l'écoute. On va essayer de faire mieux dans les temps à venir et de rendre davantage public ce qui se dit. Mais l'écoute est déjà là. J'ai mené plus de 90 réunions avec les organisations syndicales dans

les dix-huit derniers mois. Il est évident que je ne retiens pas tout ce qu'on me demande. Je ne pratique pas la cogestion mais je suis ouvert aux propositions constructives.

La réforme du lycée

Dans les lycées, la réforme est en train de se mettre en place. Quels choix de spécialités ont fait les élèves pour leur entrée en 1^{re} ?

Les élèves se sont emparés de la liberté offerte par la réforme. Un quart ont pris la combinaison maths-physique-SVT. C'est très en dessous des 55 % d'élèves qui faisaient S jusqu'ici. Quinze à 20 % ont opté pour une combinaison avec des maths et deux autres discipli-

nes scientifiques. Les nouvelles matières comme histoire-géographie, géopolitique et sciences politiques ou numérique et sciences informatiques ont été très choisies. Nous sommes en train de sortir d'un système de trois filières standardisées et hiérarchisées, pour arriver à un lycée où les élèves peuvent choisir en fonction de leur goût.

Allez-vous demander que les lycées permettent à leurs élèves de choisir librement leurs spécialités ?

De très nombreux établissements ont déjà réussi à s'organiser pour que des combinaisons très variées soient possibles, jusqu'à une cinquantaine. Les lycées qui ont le plus joué le jeu de la réforme vont apparaître comme des modèles intéressants. Les élèves de 2^{de}, d'ores et déjà, voient très bien qu'ils ont bénéficié de plus de choix. Si ce que je disais était faux, ils auraient protesté. C'est une réforme profonde qui est en train de se passer. Tout le monde a dit que nous aurions des obstacles, nous en avons, mais nous avons passé la rampe.

Il y aura trois contrôles continus en 1^{re} et en terminale. Comment faire pour que le lycée ne soit pas un lieu d'examen permanent ?

Les modalités du contrôle continu vont épouser ce que nombre d'établissements font déjà avec les bacs blancs. Par ailleurs, le principe du contrôle continu est à mon sens le meilleur outil antibachotage. Il contribuera à élever le niveau général, car les élèves approfondiront plus les matières. On sait que, d'un point de vue cognitif, le fait de s'évaluer à des moments réguliers est positif pour assimiler les connaissances.



**ON A RÉUSSI À ÉVITER
 QUE TOUT UN PAYS SOIT
 TROUBLÉ ET À NE PAS
 LAISSER FAIRE UNE TENTATIVE
 DE DÉSTABILISATION
 SCANDALEUSE**

88,1 % de réussite

Les soubresauts de l'édition 2019 du baccalauréat n'ont pas eu d'effet notable sur le taux de réussite. A la session de juin, 88,1 % des 755 900 candidats ont été admis, soit une très légère baisse de 0,2 point par rapport à 2018, selon les chiffres fournis hier par le ministère.

Dans le détail, le taux d'admission dans les séries générales s'élève à 91,2 % (+ 0,1 point). Les candidats en ES ont été admis à 90,7 % (+ 0,4 point), les S à 91,4 % (- 0,4 point). Les littéraires (L) sont ceux qui ont le mieux réussi, avec un taux de 91,6 % (+ 0,9 point).

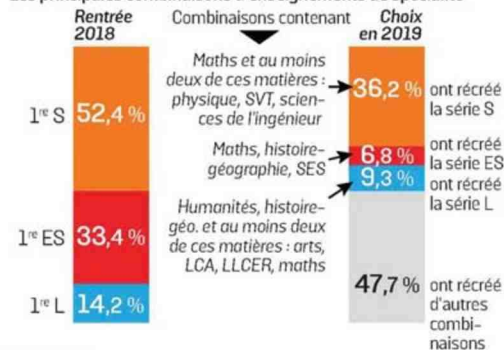
Dans les séries technologiques, ce taux s'établit à 88,1 % (- 0,8 point). Enfin, celui des candidats du bac professionnel atteint 82,3 % (- 0,3 point).

Qu'ont choisi les lycéens ?

Les premiers choix d'enseignements de spécialité en 1^{re} générale



Les principales combinaisons d'enseignements de spécialité



LP/INFORMAGRAPHIE

NE PAS RENDRE LES COPIES, ÇA VAUT ZÉRO!



Ranson



Déjà des préavis de grève pour la rentrée

LES RÉSULTATS définitifs du bac sont tombés, pas la colère des enseignants, qui promettent de remettre le couvert de la fronde. Dès le 2 septembre, jour de rentrée, des préavis de grève ont été déposés pour la reprise des cours, et le Snes appelle déjà à la désobéissance administrative : le principal syndicat du secondaire a demandé à ses adhérents de refuser les postes de professeur principal, en signe d'une protestation toujours vive contre la réforme du lycée.

Ses implications suscitent des inquiétudes à plusieurs niveaux. Le

premier concerne les élèves. Des profs mais aussi une partie des représentants de parents d'élèves et d'associations lycéennes craignent que l'introduction d'une part de contrôle continu dans le nouveau baccalauréat n'aboutisse à fragmenter le diplôme en une multitude de bacs « locaux ». Ils n'auraient plus la même valeur aux yeux des établissements d'enseignement supérieur, selon qu'ils émaneraient de sites cotés de centre-ville ou de lieux réputés de moins bon niveau.

A côté de cette crainte, qui a contribué à pousser une partie des lycéens

dans la rue cet hiver dans le sillage des Gilets jaunes, s'empilent des inquiétudes plus prosaïques. La réforme, qui met fin aux traditionnelles filières générales, rebat le contenu des cours et les emplois du temps, des professeurs comme des élèves. Les enseignants du lycée, ainsi, doivent non seulement diriger de nouveaux programmes, mais aussi adapter de nouvelles disciplines créées de toutes pièces cette année, comme la spécialité numérique et science informatique. A la clé, selon eux : une charge de travail supplémentaire, sans compensation. **CH.B.**



Paris (VII^e), hier. Jean-Michel Blanquer a dû gérer trois crises au mois de juin : « Les menaces sur le déroulement de l'épreuve du baccalauréat, la crise liée à la chaleur pour le brevet, puis celle des correcteurs. »